

# LE DIABLE S'HABILLE EN TAFTA

TRANSATLANTIC FREE TRADE AGREEMENT (ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE TRANSATLANTIQUE)

Les Verts européens s'engagent  
contre l'accord de libre-échange  
entre l'Union européenne et les États-Unis.

**Rejoignez le combat.**

[www.TTIP2015.eu](http://www.TTIP2015.eu)



Partout à travers l'Europe et les États-Unis, de plus en plus de citoyens se mobilisent contre le TAFTA. Avant même leur lancement, les Verts s'étaient opposés à l'ouverture des négociations UE/États-Unis, conscients que cet accord serait un nouvel assaut sur nos démocraties, une menace de plus de dilution du projet européen. Et depuis, ils n'ont eu de cesse d'alerter les citoyens sur ses dangers. Mais il n'y a pas de fatalité. Nous avons gagné sur ACTA, rejoignez-nous pour qu'ensemble nous arrêtons TAFTA.

## Un nivellement par le bas

Puisque les droits de douane entre l'Union européenne et les États-Unis sont déjà faibles (mais très importants pour l'agriculture), TAFTA se concentre sur ce que les multinationales jugent trop « *encombrantes* » : nos législations en matière d'environnement, d'alimentation, de santé, de libertés numériques, de services publics, mais aussi en matière de régulation de la finance, des produits chimiques et pharmaceutiques. Ainsi l'agro-industrie américaine travaille à ce que l'Europe lève l'embargo sur le bœuf aux hormones, le poulet chloré et les OGM. Une vraie remise en cause des agricultures paysannes en Europe et aux États-Unis et de notre combat pour une alimentation saine.

## Nos modes de vie menacés

Nos services publics font face à la menace d'une libéralisation agressive. Côté américain, les fournisseurs privés de service de santé ou d'éducation souhaitent marchandiser un peu plus nos services publics. Côté européen, les multinationales de l'eau défendent une privatisation des services de l'eau outre-Atlantique. De même, le respect de la vie privée et des libertés numériques sont attaqués par l'objectif de marchandisation de nos données personnelles.

## Des négociations totalement opaques

Depuis leur lancement, mi-2013, les négociations se sont poursuivies sans que les citoyens puissent savoir les choix de société qui sont négociés en leur nom. L'accès aux documents clefs et donc à l'information est limité à une poignée de députés et de représentants des États membres à Bruxelles. Les citoyen-nes, des deux côtés de l'Atlantique, sont délibérément écartés des discussions malgré l'impact que le TAFTA aura sur leur vie. D'ailleurs, les données dont nous disposons montrent que 93 % des réunions préparatoires sur le TAFTA ont eu lieu uniquement avec des représentant-es de l'industrie. Un vrai déni de démocratie.

## Des promesses exagérées

Les partisans de TAFTA continuent à marteler que ce traité est la seule réponse pour sortir l'Europe de la crise économique et nous promettent beaucoup d'emplois et de croissance. Pourtant, de l'aveu même de la Commission européenne, certains secteurs seront fortement « *dégraissés* », en clair ils perdront des emplois, et les éventuels bénéfices économiques ne se feraient sentir qu'à partir de 2027. Et cela sans compter ce que le nivellement par le bas des législations de protection de la santé, de l'environnement ou des salarié-es occasionnera comme dégâts, y compris sur l'économie.

## Au bénéfice des entreprises

Le TAFTA, comme le CELA (accord de libre-échange UE/Canada), contiendra un « *mécanisme de règlement des différends investisseurs/état* ». Un nom barbare pour désigner ni plus ni moins un recours à l'arbitrage privé pour régler des différends commerciaux en dehors toute juridiction nationale. Les entreprises pourront donc attaquer un État ou une collectivité locale lorsqu'ils jugeront qu'une décision publique remet en cause leurs bénéfices présents ou à venir, et peu importe que cette décision fasse progresser la société sur l'environnement, la protection de la santé ou encore les droits des salarié-es et des citoyen-nes. Ainsi, l'Allemagne est-elle poursuivie par une société suédoise d'énergie suite à sa décision de sortir du nucléaire. Si le Traité était déjà en vigueur, des entreprises américaines auraient pu attaquer la France pour son moratoire sur les cultures d'OGM, son refus d'exploiter les gaz de schiste ou son interdiction du bisphénol A dans les biberons !

## Des régions menacées

Il n'y a pas que les législations nationales et fédérales qui sont menacées. Les firmes veulent utiliser le TAFTA pour empêcher les collectivités territoriales d'être plus ambitieuses que les États sur la santé ou l'environnement. Selon les associations françaises et européennes de collectivités locales, le TAFTA pourrait aussi remettre en cause leur autonomie et la libre organisation des services publics locaux. Ainsi, une collectivité pourrait-elle être attaquée, dans le cadre de l'ISDS, si elle décide un retour en régie publique d'un service public local auparavant confié au secteur privé (c'est le cas par exemple de la

gestion de l'eau ou encore des cantines scolaires). Bref, les compétences arrachées progressivement par les régions pour redonner du pouvoir aux citoyens pourraient être confisquées par les multinationales, au détriment de l'économie, des emplois locaux et de la démocratie.

## Climat ou Tafta, il faut choisir

L'UE et la France ne sont pas à une contradiction près. Alors que cette dernière accueillera dans quelques semaines le sommet sur le climat où se décidera en partie l'avenir de l'humanité, l'objectif du TAFTA est d'ouvrir un grand marché transatlantique des énergies fossiles pour faciliter l'accès aux gaz de schiste et sables bitumineux nord-américains. Le scandale Volkswagen confirme s'il en était besoin que confier la protection du climat aux firmes les plus polluantes nous emmène dans le chaos climatique. Enfin, les collectivités qui souhaiteraient améliorer la qualité de l'air, stopper l'intensification sous perfusion chimique de l'agriculture ou accélérer la transition énergétique pourraient se retrouver en procès via l'ISDS contre les grands groupes du pétrole, de la chimie ou des pesticides pour « *mise en danger* » de leurs profits.

**Partout, EÉLV a fait adopter des résolutions pour mettre les villes, les intercommunalités et les régions hors TAFTA. En Europe et aux États-Unis des millions de citoyens, de consommateurs, de salariés se mobilisent.**

**Ensemble, nous pourrions peser face aux États et à la Commission européenne qui soutiennent la négociation. Aux régionales 2015, votez EÉLV "Contre TAFTA" et "Pour le Climat".**

# TAFTA, MÉFIEZ-VOUS DE CE QU'IL CACHE



# TAFTA



## Rejoignez le combat.

- ▶ Informez-vous sur [www.TTIP2015.eu](http://www.TTIP2015.eu).
- ▶ Interpeller vos élu-es pour leur faire part de vos questions et de vos craintes.
- ▶ Demandez-leur de mettre votre ville, votre communauté de communes, votre département, votre région, la France et l'Europe « *Territoire hors TAFTA* ».

## Ensemble, avec vous, nous pouvons faire échouer TAFTA

### POUR ALLER PLUS LOIN :

- ▶ D'autres accords de libre-échange menacent notre démocratie et nos modes de vie. Avec les sociétés civiles africaines, dites non aux accords de libre échange entre l'Union européenne et l'Afrique de l'Ouest. Renseignez-vous sur <http://www.greens-efa.eu/fr.html>.

Twitter :  
@TTIPbeware  
#TTIP #TAFTA



Site  
internet :  
**[www.TTIP2015.eu](http://www.TTIP2015.eu)**

**Adhérez à EÉLV**  
Rendez-vous sur [eelv.fr](http://eelv.fr),  
onglet "Rejoignez-nous"...



Secrétariat national  
d'Europe Écologie Les Verts  
6 bis rue Chaudron, 75010 Paris  
+33 (0) 1 53 19 53 19 - <http://eelv.fr>